

CIBLE

Échelon

Nous sommes tous des espionnés ! C'est une commission parlementaire européenne qui le dit, après enquête sur le fameux système Échelon, qui permet aux Américains de capter les messages téléphoniques et électroniques à partir de stations installées aux États-Unis, en Grande Bretagne et au Canada.

En conséquence, les parlementaires européens demandent aux administrations des États, aux organismes européens, aux entreprises et aux particuliers de crypter leur courrier électronique. Ce qui signifie que le gouvernement britannique est invité à se protéger contre les écoutes qu'il autorise... Or cette complicité avec les Américains contredit l'exigence de loyauté entre membres de l'Union et viole les règles de la concurrence. Nous nous efforçons de croire que le pays espionnant cédera à l'injonction qu'il s'adresse à lui-même (puisque des Anglais siègent à Strasbourg) et rejoindra l'humble groupe des nations espionnées.

Nous faisons encore plus d'efforts pour nous persuader que les Quinze exigeront, sous peine de sévères mesures de rétorsion, que les États-Unis renoncent à leurs pratiques agressives à l'encontre de l'Europe continentale.

US Grandes Oreilles – go home !

JOSPIN

L'illusion qui passe

Idées

**Nihilisme
libéral**

p. 9

Europe

**Florence
Kuntz**

p. 6/7

Bof !

La bouffe des bouffons

Matignon est à gauche. Donc Matignon est à l'écoute de tous les militants de gauche, et même d'extrême gauche, et plus encore de tous les antimondialistes (de gauche) qui sont conviés à des petites bouffes entre amis. Juste pour le plaisir d'échanger des idées. Super sympa, non ?

Nous, on ne peut pas comprendre la gauche parce qu'on n'en est pas, de la gauche.

La gauche, c'est des gens qui gardent leurs principes même quand ils sont au pouvoir, même quand ils font semblant d'être moins à gauche - mais ça c'est pour rouler le bourgeois dans la farine. Par exemple, quand des capitalistes licencient des gens, on fait des déclarations émouvantes pour soutenir le moral des licenciés. Et pour consoler les prochaines victimes, on appellera « plan de sauvegarde de l'emploi » les plans de licenciement : ça fait chaud au cœur pour ceux qui partent de penser à ceux qui restent jusqu'au prochain lessivage. C'est ça, la solidarité !

Comme la gauche n'en fait jamais assez pour être à gauche, ils ont décidé, à Matignon, d'inviter des militants antimondialistes. Mais pas de chichis entre gens de gauche : juste une petite bouffe, pour mieux se connaître, pour échanger des idées entre

copains, pour rigoler un peu de ces salauds de capitalistes-pourris qu'ils sont obligés, eux à Matignon, de rencontrer tous les jours. Ils souffrent le martyre, à Matignon. Ils sont sur le front de classe. Sur le front mondial de la lutte des classes. Ils préféreraient être dans la rue, à balancer des pavillons sur les flics, comme autrefois. Ah ! c'était le bon temps. Le temps où Lionel était à l'OCI, comme « Camba », qui n'ont pas changé sur le fond, croyez-nous les gars, mais qui sont obligés d'être un peu diplomates à cause des amerloques et des marchés financiers.

Donc y'a ceux qui souffrent à Matignon, et y'a ceux qui s'éclatent dans la rue et qui peuvent dire ce qu'ils veulent dans les colonnes du *Monde diplomatique* et dans les réunions d'Attac. Mais y'a l'unité, qui est sacrée, et l'accord sur le fond. Même sur la taxe Tobin d'ailleurs, bien que l'affaire soit difficile à vendre à Laurent. Mais Fafa, on le connaît. Il sait être

souple... D'où l'idée géniale de la petite bouffe entre ceux de la gouvernance (1) et ceux de la militance. Une idée qui va loin.

D'abord parce que, pendant la bouffe, un jeune conseiller prend des notes sur un cahier aux pages numérotées et fait remonter une synthèse à Lionel.

Ensuite, pas besoin de dire que Lionel et Olivier en parleront et que Martine (2), qui est responsable du Projet présidentiel, sera vachement intéressée, tu vouâ ? Concrètement, ça veut dire qu'on pourrait associer quelques militants sûrs au débat sur le projet du futur candidat président. Au lieu de gueuler comme des veaux qu'on trahit, ça permet de cibler une thématique neuve et de peser sur les textes. Positif, non ?

Une illustration ? Eh bien ! par exemple : au lieu de parler simplement de « mondialisation régulée », des mecs d'Attac pourraient insister pour qu'on mette : « mondialisation *activement* régulée ».

Si ça marche, le Candidat pourrait déclarer publiquement qu'il est « très attentif à la protestation internationale de la société civile, et *notamment* à la critique *initiée avec intelligence par mes amis d'Attac* ». Sur le dépliant-campagne n° 2, à l'étude au cabinet Duchnok and Soutchi, on pourrait mettre une photo de Lionel regardant le sous-commandant Marcos à la télévision. Efficace, non ?

Enfin, et ça je tiens à vous le dire les gars, de la part de Lionel et d'Olivier : on sait que les antimondialistes roulent pas sur l'or. Naturellement, on rembourse tous les frais et, en cas de problèmes, c'est pas quelques biftecons refilés à des copains qui mettront en péril le budget de l'État. D'ailleurs, Lionel n'est pas en campagne électorale. Il ne s'agit pas d'acheter des voix car c'est comme en famille : il n'y a pas de corruption entre militants de gauche. Ce serait stupide de penser car la gauche respecte toujours la discipline de gauche, même lorsqu'un Premier ministre de gauche suit une ligne toujours plus libérale pendant quatre ans. Alors, d'accord, juste une petite bouffe (3), en toute transparence ?

Yves LANDEVENNEC

(1) Sans rire, excellent article de Bernard Cassen dans *Le Monde diplomatique* de juin 2001 : « *Le piège de la gouvernance* ».

(2) Lionel Jospin : Premier ministre ; Olivier Schrameck : directeur de cabinet (*dir'cab*) du précédent ; Martine Aubry.

(3) Président d'Attac, Bernard Cassen a fait savoir que d'éventuelles rencontres ne pourraient avoir lieu qu'entre délégations officielles.

Conjoncture

La cuisinière et le perroquet

L'oligarchie française espérait que la France échapperait aux conséquences du fort ralentissement de la croissance aux États-Unis et en Europe. Le miracle n'aura pas lieu.

A la suite de Lénine, les bas-marxistes des années soixante expliquaient qu'au pays du communisme réel, donc après le « dépérissement de l'État », une simple cuisinière remplacerait sans peine les détenteurs du pouvoir bourgeois.

Au pays du libéralisme réel, donc pendant le « dépérissement de l'État », c'est évidemment mieux et moins cher : la cuisinière peut être avantageusement remplacée par un perroquet. Cette image audacieuse m'est inspirée par le comportement du ministre de l'Économie et des finances, qui anonne invariablement la même homélie, quelle que soit la conjoncture :

- En déplacement à l'étranger, il tient des propos roboratifs à l'intention du marché des changes et répète que « *les fondamentaux sont bons* » dans l'intention affichée de faire remonter l'euro, tout en priant les dieux du marché que l'euro faible continue de soutenir les exportations.

- Revenu à Paris, il répète qu'il faut encore réduire le déficit budgétaire - même si le ralentissement de l'activité économique et la faiblesse de la consommation exigent des hausses massives de salaires et une forte augmentation des financements publics. Tel devrait être le cas en ce début d'été. Les comptes publiés par l'INSEE pour le premier trimestre 2001 sont inquiétants puisque les quatre composantes fondamentales de la croissance sont affectées d'un signe négatif : le Produit intérieur brut sera sans doute réduit de

moitié cette année (1,6 % contre 3,3 en l'an 2000) ; l'investissement des entreprises est en forte baisse (il devrait tomber de 7,9 en 2000 à 4,5 %) ; les exportations devraient se réduire des deux tiers (13,5 % en 2000, 4,1 % annoncés pour cette année) et la consommation des ménages qui s'était déjà ralentie en 2000 (2,7 %) par rapport à 1999 (3,1 %) devrait baisser encore plus fortement cette année (1,8 %) à moins que d'importants achats de précaution (au dernier trimestre, à cause de la perspective du « passage à l'euro ») ne viennent démentir les prévisions. Mais cette flambée de la consommation ne serait pas de bon augure car elle annoncerait une forte réduction des achats lors des mois suivants.

Ces mauvaises perspectives influent sur les chiffres officiels du chômage, car la baisse indiquée pour le mois d'avril (- 4000 chômeurs) correspond à une situation étale. Mais ces chiffres sont trompeurs : les syndicats du ministère de l'emploi avaient déjà protesté contre les manipulations de statistiques à l'époque de Martine Aubry. Ce sont maintenant les représentants syndicaux de l'ANPE qui dévoilent, preuves à l'appui, les supercheries qui permettent d'améliorer artificiellement l'efficacité de l'Agence et d'augmenter de manière fictive le taux d'emploi.

Qu'importe : à Bercy, on affirme qu'il faut soutenir l'euro et serrer les cordons de la bourse. Fabius : fol qui s'y fie !

Annette DELRANCK

Zéroleuro

La monnaie qui fait peur

Il ne sera pas possible d'affirmer que ce sont des nationalistes, des patriotards et des passésistes qui ont créé un réflexe de peur vis-à-vis de l'euro. Ce sont les europhiles qui communiquent leur trouille à la population.

Immortelle, la chanson résonne dans toutes les têtes bien faites : « *J'ai la rate qui s'dilate/ J'ai le foie/ qu'est pas droit* ». A l'ancien poème, poignante expression du mal-être, il convient d'ajouter des paroles nouvelles, inspirées par les gras titres de la une de *Libération* du 23 et du *Monde* du 24 mai. Par exemple, « *J'ai la cote qui s'déplante/ J'ai l'euro à zéro* » me paraît résumer l'état d'esprit des oligarques à quelques deux cents jours du fameux « passage ». Des preuves ? Le titre de l'éditorial de Jacques Amalric : *Grande peur* ; et les quatre colonnes de la une colombanienne : *Comment conjurer la peur de l'euro* ?

La presse eurocratique publiera sans doute, dans les mois qui viennent, des annonces rassurantes. Elle ne manquera non plus de dénoncer des fauteurs de troubles ringardo-souverainistes et paléo-communistes. Nous nous souviendrons alors que ce sont les journaux de MM. Joly et Colombani qui ont commencé à répandre l'inquiétude dans une population jusqu'alors très calme.

L'attitude des principaux directeurs de l'opinion est sans aucun doute irresponsable. Mais elle n'est pas absurde car nos éminents éditorialistes ne font que refléter l'état d'esprit des très hautes autorités monétaires et financières. En d'autres termes, le trouillomètre de ces messieurs tend vers zéro. J'emploie cette expression quelque peu vulgaire car elle qualifie exactement la réaction de panique qui

consiste à annoncer une amnistie fiscale pour tous ceux qui viendront déposer tout ou partie de leur bas de laine dans les banques. « *On ne peut pas confondre ce qui est l'opération de change et le contrôle fiscal, ce sont deux problèmes différents* », a déclaré Laurent Fabius le 20 mai au « *Grand Jury RTL-Le Monde* ». L'hypocrisie est d'une telle énormité, l'invitation faite aux fraudeurs est tellement patente qu'on éclaterait de rire si l'on ne se souvenait d'un prêche qui, soumis à « vérification approfondie » de situation fiscale, n'avait dû s'expliquer sur le dépôt en espèce d'une somme de 2 000 F. Mais pour le passage à l'euro, on fermera les yeux pour des dépôts pouvant aller jusqu'à 65 595,70 francs.

Innocente comme l'énarque qui vient de naître, je ne vois pas d'autre explication à ce laxisme que la peur panique d'un échec du « passage à l'euro ». Car on n'imagine pas un ministre de la République conclure un pacte avec des banques privées qui ne voudraient pas se voir reprocher *a posteriori* des opérations de blanchiment, ou passer un arrangement implicite avec des groupes habitués à travailler avec d'importantes liquidités. Nous en sommes tous persuadés : aucun ministre socialiste n'a jamais vu un quidam passer avec une valise remplie de billets de 500 francs.

Sylvie FERNOY

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : La bouffe des bouffons - p.3 : La cuisinière et le perroquet - La monnaie qui fait peur - p.4 : Habileté jospinienne - Pressions et oppressions - p.5 : Lettres européennes - p.6/7 : L'Europe et ses nations - p.8 : L'illusion qui passe - p.9 : Le libéralisme - p.10 : Himalaya - Le roidort - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : De Montebourgen Jospin.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01 42 97 42 57
Télécopie : 01 42 98 05 53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Habileté jospinienne

Le projet de loi de modernisation sociale qui devait être soumis au vote des députés le 29 mai a finalement été retiré et ne sera mis en discussion que le 13 juin prochain. Victoire apparente du Parti communiste qui était opposé au texte proposé, mais qu'en est-il en réalité ?

Qui de Robert Hue ou de Lionel Jospin a joué au plus fin dans le psychodrame qui s'est noué autour du projet de loi de modernisation sociale (PLMS) ? Les éléments convergent pour déclarer vainqueur, aux points sinon par KO, l'actuel Premier ministre. Démonstration : en fin tacticien, Lionel Jospin a déplacé le lieu de l'affrontement du terrain politique sur le terrain syndical.

Il a, dans un premier temps, battu en retraite. En reportant au 13 juin le vote solennel du PLMS, il a cédé au Parti Communiste qui refusait de voter en faveur du texte au motif que ses amendements avaient été repoussés. L'un d'eux contenait rien moins que le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement, dispositif supprimé en 1986 et qui d'ailleurs avait brillé par son inefficacité. Ce faisant, Lionel Jospin offrait au secrétaire national du PCF l'occasion de faire le ménage dans ses propres rangs - Maxime Gremetz a été plus ou moins dessaisi du dossier - et de sortir de l'épreuve de force la tête haute : gageons, en effet, que le gouvernement mettra à profit ces quinze jours de réflexion pour octroyer à ses partenaires de la gauche plurielle, de menus aménagements. Il a, ainsi, sauvé sa majorité.

Dans un second temps, Elisabeth Guigou, ministre de l'Emploi et de la Solidarité, a proposé de lancer une réflexion sur la démocratie

sociale avec les parlementaires, certes, mais surtout demandait aux organisations syndicales de « voir comment nous pouvons avancer sur la représentation des salariés dans l'entreprise, car nous voyons bien que le pouvoir du chef d'entreprise, aujourd'hui, en France, est absolument sans partage ». Cette proposition n'avait pas d'autres buts que de contourner le Parti Communiste et de faire des avances à une CGT en quête d'une nouvelle identité. La centrale de Montreuil se voit offrir, là, l'occasion de s'afficher comme partenaire responsable acquérant ainsi une respectabilité qui lui fait encore défaut. Déjà, lors des manifestations de Calais et de Paris contre les licenciements chez Lu-Danone et Marks & Spencer, la CGT n'avait pas apprécié la pénétration de la sphère sociale par le Parti Communiste. Si ce scénario, que semblent avoir mis au point les proches du Premier ministre, réussit, Robert Hue risque d'assister impuissant au « PACS » entre Jospin et Thibault.

Restent deux problèmes de fond. Un : tant que le système néo-libéral imposera sa loi, aucun PLMS ne permettra d'améliorer le sort des travailleurs. Deux : est-il vraiment dans l'ordre des choses que les syndicats ne soient que des forces d'appoint ? Jusqu'à quand accepteront-ils de ne pouvoir peser sur le cours des événements que de façon marginale ?

Nicolas PALUMBO

Pressions et oppressions

Dans son idéologie et dans ses organes mondiaux, l'ultra-libéralisme n'est ni démocrate ni démophile. Une nouvelle preuve en est donnée par l'intervention de la Banque mondiale contre Siméon de Bulgarie.

Il y a lieu de relier trois informations parues récemment dans la presse nationale.

1^o - Nous apprenons par *Le Monde* (25 mai) que, selon une étude d'un organisme gouvernemental roumain, en 2001 44 % des Roumains vivent en dessous du seuil de pauvreté, alors qu'ils n'étaient que 6 % lors de la chute, en 1989, de la dictature. 2^o - Nous apprenons par *L'Humanité* (24 mai) que la Bulgarie est le plus pauvre des pays candidats à l'entrée dans l'Union européenne. « Selon un rapport de la Commission européenne, le PIB par habitant y représente 30 % du PIB moyen des pays membres de l'UE. Alors que plus de la moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, l'arrogance des nouveaux riches proches du pouvoir a fini par exaspérer les Bulgares qui voient défiler dans les médias des affaires de corruption, d'escroquerie et de détournement de fonds publics, dans une totale impunité » (1).

3^o - Nous apprenons par des dépêches d'agence que la Banque mondiale est intervenue dans la campagne électorale bulgare pour signifier aux électeurs de cette nation démocratique qu'un « gouvernement de coalition large ou moins réformiste pourrait ralentir l'application des réformes les plus difficiles, arrêtant la croissance actuelle ». Si l'on traduit cette langue de bois, cela signifie que la Banque mondiale soutient le parti de droite, qui applique les

recettes ultra-libérales avec les terribles conséquences qui s'ensuivent.

Ce soutien est accompagné d'un chantage aux crédits puisque la BM promet 750 millions de dollars d'ici 2004 « si la politique macroéconomique actuelle est poursuivie » (par la droite), alors que le deuxième scénario (la victoire de Siméon ou un gouvernement de coalition avec son mouvement) entraînerait une réduction des crédits de la Banque à 230 millions de dollars ! Ce chantage constitue une ingérence politique inadmissible dans la vie d'un pays libre, que la France devait dénoncer si elle avait encore une politique étrangère.

Ce soutien de la Banque mondiale à la droite bulgare est d'autant plus scandaleux que la mise en oeuvre de l'idéologie ultra-libérale par les représentants du FMI et de la Banque mondiale dans les pays pauvres est partout et à tous égards catastrophique : l'appauvrissement dramatique des populations, l'exploitation du pays par le capital étranger engendrent des séditions militaires (en Afrique) et le développement de mouvements nationaux-populistes (comme en Roumanie).

Le roi Siméon offre une solution démocratique et pacifique à la crise bulgare. Qu'on le laisse, au moins, libre de démontrer ses capacités.

Maria DA SILVA

(1) *L'Humanité* (24/5/2001) - article de Roumiana Vincenti « Le tsar fait sauter le feu ».

Lettres européennes

Comme s'il s'agissait d'un concours, chacun depuis Nice est sommé de donner sa vision de l'avenir de l'Europe. Après Schröder, Blair et Jospin, Bush lui-même ira de son couplet au sommet de Göteborg.

La vision de l'Europe selon Bush est la plus importante de toutes. Selon lui, l'Europe a eu trois fondateurs. Non pas Robert Schuman, Konrad Adenauer et Alcide de Gasperi comme nous le croyons ici, mais Hitler, Staline et Truman. L'Europe de l'après-guerre s'est donc faite sur les ruines de l'Europe nouvelle (nazie), face à la menace du communisme et parce qu'il était obligatoire de s'organiser pour bénéficier des crédits du plan Marshall.

Reprenons les trois éléments de l'analyse américaine :

Le militarisme nazi ? Même si la guerre a reparu sur le sol européen, on a mis fin à la conscription. L'esprit de défense a quasiment disparu, mais pas le sentiment de culpabilité (en Allemagne, un peu en France) qui nous distingue de l'Amérique qui se croit innocente.

Le communisme stalinien ? Il est mort et la Russie n'est plus regardée comme une menace. Mais la social-démocratie demeure une force politique, autre différence avec les États-Unis où elle n'a jamais été pratiquée.

L'Amérique amicale et généreuse ? C'est en réalité le négatif de l'Europe. Contrairement à ce que l'on croit souvent, les États-Unis ne se définissent pas par opposition

à la Russie ou à l'Islam qui sont tous deux parties intégrantes de son histoire, mais par le refus, par la dénégation de l'Europe dont l'Amérique est sortie. Même si l'Europe est par définition l'alliée des États-Unis, elle n'a pas d'autre existence que celle que veut bien lui conférer l'Amérique - en négatif.

Le propos de M. Jospin était révélateur à cet égard. Une allusion expresse y est faite à la nécessité d'une réponse européenne au projet de défense antimissiles. Mais ailleurs que de références tues ou inconscientes : « la justification de l'Europe c'est sa différence... » ; « L'Europe est le seul ensemble politique au sein duquel la peine de mort n'existe plus... » ; « face aux tentations de l'unilatéralisme, l'Europe doit être un facteur d'équilibre des relations internationales... » ; l'Europe jospinienne n'existe que par les États-Unis. Enlevons l'Amérique du tableau, quelle Europe avons-nous ? Avons-nous même encore une Europe ? La réponse paraît assez claire.

Bref la culpabilité, la social-démocratie et les États-Unis : quelqu'un a dit du discours de M. Jospin qu'il était « un véritable projet politique pour une Europe se repositionnant au centre-gauche ». En politique française, c'est assez bien vu. Ailleurs en Europe, cela ne veut pas dire grand-

chose ou même rien. Comment les socialistes français qui se « sentent » européens pourraient-ils rassembler d'autres Européens sur ces thèmes ? Pourront-ils même rassembler les Français ?

Pour donner du corps à une action politique en Europe, il faudrait revenir aux principes et remonter dans l'histoire plus loin que l'après-guerre dont nous sommes désormais sortis, peut-être à une Europe pré-américaine, pré-socialiste et avant la faute, à l'Europe source de valeurs et qui a fait le monde.

« Faire l'Europe sans défaire la France » certes, mais « faire l'Europe pour refaire le monde », voilà un autre idéal. Par là, nous entendons non un monde qui simplement fasse sa place à une « exception culturelle » mais un changement culturel global ; non un parfait équilibre dans les relations internationales mais une révolution, un renversement des puissances ; non une pure régulation technique du commerce international qui ne conforterait que le désordre établi mais une inversion des termes de l'échange. Voilà une vision qui ne relève pas d'un parti pris ou d'une conception anti-américaine ou socialiste de l'Europe mais qui est littéralement européenne, dans la plus pure tradition historique et si l'on n'a pas peur du mot : idéologique.

L'union de l'Europe ne peut se faire qu'en allant dans cette direction. Dans la direction contraire, l'Europe se défait...

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **NÉPAL** - Les circonstances exactes du drame qui a abouti au massacre de la famille royale népalaise le 1^{er} juin ne sont pas connues et font l'objet de déclarations contradictoires des différentes autorités et de rumeurs les plus diverses. Ce qui est certain c'est que le roi Birendra et la reine Aishwarya ainsi qu'au moins six autres membres de la famille royale ont été assassinés par le prince héritier Dipendra qui se serait ensuite suicidé. La raison de cet acte de folie serait un conflit au sujet des projets de mariage du prince héritier. Transporté dans le coma à l'hôpital, le prince Dipendra est décédé 48 heures plus tard. Le Conseil d'État a proclamé roi le prince Gyanendra, frère cadet du roi Birendra. Depuis 1990, le Népal est une monarchie constitutionnelle classique qui avait succédé au système monarchique traditionnel népalais s'appuyant sur une pyramide d'assemblées (panchayat) élues au suffrage indirect. A l'inverse du roi défunt, le nouveau roi - qui est donné comme un partisan du retour au système monarchique ancien - ne jouit pas d'une grande popularité. Période difficile pour le royaume du Népal d'autant qu'il est confronté depuis plusieurs années à une guérilla maoïste dont le gouvernement n'arrive pas à venir à bout.

♦ **YOUGOSLAVIE** - A l'issue d'une réunion de famille convoquée par le prince héritier Alexandre de Yougoslavie, un communiqué réaffirme l'unité et le « soutien total de la famille royale au processus démocratique en cours dans le pays et aux efforts du gouvernement pour résoudre les problèmes vitaux d'intérêt national ». Dans le même texte la famille déclare « que le moment est maintenant venu de rentrer au pays pour être plus près du peuple et pouvoir travailler à son bonheur ».

♦ **BULGARIE** - La campagne électorale pour les élections législatives du 17 juin se poursuit d'une manière virulente. La classe politique et la presse bulgare mènent une campagne très critique contre le Mouvement national Siméon II qui, en dépit de cela, reste très largement en tête dans les sondages. Les supputations vont également bon train quant au paysage politique après les élections. L'hypothèse que le roi Siméon prenne le poste de Premier ministre à la tête d'un gouvernement de large coalition est l'une des plus couramment admises. En France, l'on remarquera le silence de la presse (début juin l'on attend toujours un article dans *Le Monde* sur le sujet...) à noter cependant une exception : l'article de Roumiana Vincenti, dans *L'Humanité* du 24 mai qui analyse le mouvement Siméon II et qui explique les raisons de l'adhésion des milieux populaires au roi de Bulgarie. L'information est solide, la volonté de faire comprendre évidente, le regard critique est moins acéré qu'on pouvait s'y attendre.

A signaler le site internet de l'ambassade de France qui publie une revue de presse quotidienne : <http://www.ambafrance.bg>

L'Europe et ses nations

Alors que le traité signé à Nice entre les Quinze pays membres de l'Union européenne est en cours de ratification, nous sommes heureux d'accueillir Florence Kuntz. Éluée députée à l'Assemblée de Strasbourg en 1999 sur la liste de Charles Pasqua, qu'elle a quittée pour siéger dans un autre groupe, cette militante gaulliste nous a fait part d'une analyse du nouveau traité qui éclaire les blocages institutionnels mais qui discerne les possibilités de reconstruction d'une Europe fondée sur toutes ses nations.

■ **Royaliste : Madame le député, que pensez-vous du traité de Nice ?**

Florence Kuntz : Au risque de surprendre, je dirai que pour moi le traité de Nice a été plutôt un bon traité.

Il faut se souvenir que ce texte est l'aboutissement de la Conférence intergouvernementale qui était chargée de résoudre les nombreux problèmes que le traité d'Amsterdam avait laissé en suspens, dans l'ordre institutionnel, en vue de l'élargissement.

L'ordre du jour concernait donc la réforme de la Commission, le nombre des parlementaires européens, la réforme de la pondération des voix, et le passage au vote à la majorité qualifiée - donc l'abandon de la règle de l'unanimité.

En outre, il y avait la charte des droits fondamentaux, prévue pour être mise en valeur si le sommet de Nice était un échec. On pouvait s'inquiéter du statut qui serait donné à ce texte car certains étaient partisans de lui donner une force juridique obligatoire afin d'en faire un préambule à une future constitution européenne. Mais ce risque a été écarté grâce aux Britanniques et la charte est restée à l'état de simple déclaration. Mais il reste la possibilité d'un conflit entre cette charte et la Déclaration européenne des droits de l'homme.

■ **Royaliste : Qu'a-t-on décidé pour la Commission européenne ?**

Florence Kuntz : Il faut d'abord observer ceci : le point commun à toutes les décisions prises, c'est que ce sont des non-décisions !

Quant à la réforme de la Commission, la question était de savoir si, avec l'élargissement, on garderait le même nombre de commissaires. Actuellement, les grands pays ont deux commissaires et les petits n'en ont qu'un : avec l'élargissement à 27 pays, la commission devenait donc ingérable. Les grands pays ont accepté de perdre un commissaire en 2005, mais la décision a été reportée à 2007 pour les petits pays. Simplement, on a fixé un bloc maximum de 27 commissaires, et lorsqu'on arrivera à ce chiffre d'autres décisions seront prises. Les petits pays ont donc bien résisté, et la résolution du problème général du nombre des commissaires a été reportée à une date ultérieure.

■ **Royaliste : Et pour ce qui concerne le nombre des députés ?**

Florence Kuntz : Vous vous en souvenez : ce fut un des « points noirs » pour les Français, à supposer que le Parlement européen serve à quelque chose. Mais à partir du moment où cette assemblée existe, il est bon que les pays soient placés sur un pied d'égalité. Or il y a eu un important décrochage à Nice entre la France et l'Allemagne : les grands pays ont actuellement 87 députés, sauf

l'Allemagne qui en compte 99 depuis la réunification.

Or il a été admis que l'Allemagne conservera en 2004 ses 99 députés, alors que la France perdra 15 députés - ce qui désavantagera les listes contestataires au profit du Parti Populaire européen et du Parti Socialiste Européen qui totalisent 450 élus sur 626 et qui peuvent perdre quelques députés sans que leur rôle soit amoindri.

■ **Royaliste : Pourriez-vous clarifier la question du passage à la majorité qualifiée ?**

Florence Kuntz : C'était là le point essentiel. Il s'agissait de supprimer le vote à l'unanimité en passant aux décisions prises à la majorité qualifiée sur tous les sujets.

L'unanimité a en effet été abandonnée pour des sujets importants : les services, les investissements et la propriété intellectuelle.

Mais il y a eu une forte résistance de chaque nation prise séparément sur les sujets qui l'intéressaient plus particulièrement. L'Angleterre, par exemple, ne voulait pas de vote à la majorité sur les questions fiscales, et elle a obtenu le maintien du droit de veto sur ce point. La France ne voulait pas l'abandon de l'unanimité sur la protection sociale, ni sur le principe de l'exception culturelle, et elle a obtenu gain de cause. Les Espagnols craignaient le passage à la majorité qualifiée sur

les fonds structurels, dont ils sont les grands bénéficiaires et ils ont obtenu le maintien du droit de veto - également maintenu sur le droit d'asile en raison de la volonté des Allemands. Finalement, le droit de veto est maintenu pour tout le monde, à partir du moment où une nation a la volonté politique d'en faire usage.

■ **Royaliste : Et la repondération des voix ?**

Florence Kuntz : Le système est assez compliqué puisqu'on impose sur ce point une triple condition pour la prise de décision : une majorité d'États (14 États sur 27 dans l'avenir) ; une majorité qualifiée en voix (elle est en gros de 75 %) ; un « filet démographique » qui fait qu'une décision ne peut être adoptée que lorsqu'on recueille 62 % de la population européenne.

Tout cela va évidemment à l'encontre des grands discours

sur la transparence et sur la réduction du déficit démocratique dans l'Union européenne. Nous sommes dans une usine à gaz, qui est censée fonctionner selon un système qui avait été rejeté à Amsterdam parce qu'il était trop compliqué et parce que les décisions seraient trop difficiles à prendre ! Cette fois, on a mis en place le système - au bénéfice de l'Allemagne qui a imposé ses points de vue.

■ **Royaliste : Faut-il s'en alarmer ?**

Florence Kuntz : Il ne faut pas se laisser aller à l'antigermanisme. Il est vrai que le « filet démographique » avantage l'Allemagne. Mais pour que les Allemands puissent imposer une décision, il faudrait que l'Allemagne soit seule avec deux grands pays contre tous les petits pays : l'hypothèse est peu vraisemblable.

C'est moins l'Allemagne que les nations qui ont gagné la bataille politique à Nice. C'est d'ailleurs ce que disent, pour le déplorer, les fédéralistes européens. Pour la première fois depuis Maastricht, un sommet européen voit la volonté des États qui composent l'Union européenne primer sur les institutions communautaires - la Commission et le Parlement européen. Il n'y a donc rien d'irréversible : lorsque les États se veulent souverains, ils peuvent exercer leur souveraineté. Je tiens à rappeler que si un pays veut invoquer demain le compromis de Luxembourg sur quelque question que ce soit, il le peut. De même, un État peut sortir de l'Union européenne si telle est sa décision. Contrairement à ce qu'on nous répète, les États ne sont liés par rien d'irrévocable - ce que montre d'ailleurs toute l'histoire diplomatique.

De fait, le sommet de Nice traduit un réflexe national qui a surtout eu lieu dans les petits pays de l'Union, qui se sont alliés face aux grands - l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne. Lors du débat sur la repondération des voix, ces petits pays ont obtenu que l'écart se resserre entre eux-mêmes et les grands. La Belgique, notamment, a été très ferme, tant et si bien que Bruxelles est devenue en quelque sorte la capitale de l'Europe puisqu'il a été décidé que tous les conseils européens se tiendraient à Bruxelles.

les et que tous les traités y seraient signés. C'est tout de même une belle offense faite au parlement de Strasbourg.

Les véritables vainqueurs sont donc les petits pays - y compris les pays candidats qui ont été maltraités pendant le sommet, tout particulièrement par Jacques Chirac qui s'est attiré de vives inimitiés - je pense surtout à la Pologne. Délaisées par la France, ces petites nations se sont retournées vers Gerhard Schröder, qui les a fait revenir dans le jeu. Nous avons perdu la sympathie de pays francophiles, et l'élargissement à l'Est risque d'être très favorable à l'Allemagne.

Il y a donc un paradoxe : le sommet de Nice marque une réaffirmation des nations sauf une - la nôtre. La négociation a été très mal entreprise par le couple Chirac-Védrine, et surtout par le couple Chirac-Moscovici, le ministre des Affaires européennes ayant réussi à se faire détester par l'ensemble de ses partenaires. Il y a là une défaite diplomatique qui sera difficile à effacer.

■ **Royaliste : Quelles sont les perspectives, après ce sommet ?**

Florence Kuntz : C'est l'Allemagne qui a dicté la suite des opérations, en imposant sous la pression des Länder le calendrier de la prochaine conférence intergouvernementale en 2004 : remise à plat de la subsidiarité, c'est-à-dire la répartition des compétences entre l'Union européenne, les États-membres et les régions - les Länder étant préoccupés de la perte de pouvoir que représente pour eux la construction européenne.

■ **Royaliste : Tout en notant les points diplomatiques marqués par l'Allemagne, vous ne cultivez pas l'inquiétude que notre voisin pourrait provoquer.**

Florence Kuntz : Il est facile de réagir comme on attend qu'une « souverainiste » le fasse : en dénonçant violemment les avantages obtenus par les Allemands et en soulignant les trois abandons de la règle de l'unanimité que je citais. On peut aussi faire une analyse plus subtile en soulignant que le traité de Nice n'est pas d'essence fédéraliste - même s'il ne supprime pas

tout ce qui s'est fait auparavant. Nous savons bien qu'on a construit un monstre juridique, qui est de toutes façons voué à l'échec. Nous savons bien que ce nouveau traité a été bâclé en décembre dernier dans une ambiance exécrable. Mais il y a cette affirmation des nations, qui est tout à fait positive.

■ **Royaliste : D'où une surenchère des supranationalistes.**

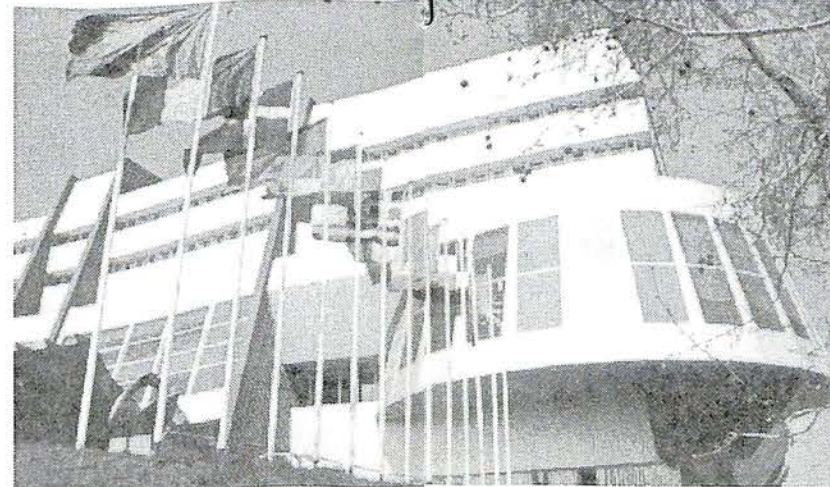
Florence Kuntz : Oui. Les fédéralistes disent qu'il faut rompre avec la méthode des sommets entre chefs d'État et de gouvernement, qui sont tous liés par des considérations électorales. Ils voudraient utiliser la méthode de la convention, qui a permis la rédaction de la charte européenne. Cette convention, qui s'est réunie pendant six mois, était composée de membres de la Commission, de membres du Parlement européen, de représentants des parlements nationaux.

Le risque c'est qu'on impose cette méthode pour l'ensemble de la construction européenne, et qu'on évince progressivement les chefs d'État et de gouvernement, représentants légitimes des peuples. Ce risque ne doit pas être sous-estimé.

■ **Royaliste : Que pensez-vous de la manière dont la question de l'élargissement a été traitée à Nice ?**

Florence Kuntz : Alors qu'Amsterdam avait été un échec complet, le sommet de Nice a bien répondu aux attentes des pays concernés. Cela dit, les questions traitées à Nice sont d'ordre structurel (forme de la Commission, nombre des députés) mais ce ne sont pas des questions politiques à strictement parler. Ces dernières sont en suspens et sont insolubles : l'Union européenne, telle qu'elle s'est construite à partir de 1992, est incompatible avec l'élargissement : on ne peut élargir et approfondir en même temps, tout le monde le sait. Il faudra faire un choix politique - celui d'une coopération entre les nations européennes, alors qu'on s'ingénie à les faire adhérer, selon des conditions irréalisables, à un club de riches.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR



L'illusion qui passe

Cela fait longtemps que la gauche est dans l'opposition. Les détenteurs du pouvoir forment quant à eux un composé instable de personnages et de groupes beaucoup plus fidèles à une part d'eux-mêmes que ne le disent leurs détracteurs.

Paraît ce qui n'est pas. Denis Collin, professeur de philosophie, et Jacques Cotta, journaliste de télévision, n'ont pas réuni leur connaissance de l'histoire de la gauche, leur expérience militante et leurs capacités d'analyse pour reprendre la rengaine des déçus du jospinisme, ou le grand air de la trahison de la « gauche plurielle » (1). Qu'on se rassure ! Nos deux auteurs ne donnent pas non plus dans le message crépusculaire des illusions courageusement sacrifiées aux « contraintes » du marché mondialisé.

Certes, on trouvera un relevé rapide et précis des mensonges, abandons et reniements qui doivent être imputés aux hiérarques aux affaires depuis 1997. C'est utile, comme un constat d'accident de la circulation : l'inventaire des dégâts et le rappel des trajectoires

permettent de comprendre les causes, afin que les responsables soient jugés et éventuellement condamnés. Mais devant quel tribunal et sur quels critères ? La « génération morale » porte, bien entendu, des jugements moraux que nuancent ces enfants de Marx et de Méné Grégoire. Ce qui produit le débat classique entre ceux qui dénoncent les menteurs et ceux qui les excusent au nom du réalisme. Les hiérarques n'avaient « pas le choix », ce qui peut signifier qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de mentir ! On voit la morale réaliste s'abolir en vulgaire cynisme, mais cela ne nous avance pas beaucoup : les indignations des grandes consciences n'empêchent pas les chauffards de rouler à tombeau ouvert avec un verre de trop dans le nez. Denis Collin et Jacques Cotta ont pour premier mérite de ramener l'affaire de la « gauche plurielle » sur le terrain politique et de chercher les causes du désastre dans l'histoire des idéologies - qui sont beaucoup plus vivaces qu'on ne le dit. D'une enquête minutieuse, ressort une hypothèse neuve et pertinente : les hiérarques « pluriels » nous ont certes menti, mais ils n'ont pas trahi : la plupart sont restés fidèles, en partie du moins, à leurs engagements premiers.

L'illusion tient au fait que nous avons cru que ces hiérarques (Lionel Jospin, Laurent Fabius, Martine Aubry, Éli-

beth Guigou...) appartenaient à la grande tradition de gauche, et que ces hiérarques nous ont fait croire qu'ils étaient LA gauche démocrate et socialiste. Or ces dames et ces messieurs forment un composé qui, dans sa formule originelle, n'est pas nécessairement socialiste (c'est le cas des « démo-chrétiens ») et pas vraiment démocrates (c'est le cas de l'extrême-gauche marxiste, mais aussi des technocrates conséquents).

Or la direction du Parti socialiste repose sur l'alliance entre des anciens marxistes qui ont abandonné leur conviction intellectuelle mais gardé l'efficacité acquise à l'école trotskiste (c'est le cas de Lionel Jospin et de Jean-Christophe Cambadélis), des « démo-chrétiens » (2) incapables de prendre le pouvoir par leurs propres moyens mais qui ont gardé intactes leurs certitudes (Michel Rocard, Jacques Delors et Martine Aubry, François Hollande) et des technocrates (Dominique Strauss-Kahn) auxquels se joignent des patrons « de gauche » (les familles Riboud et Seydoux), des affairistes (le mystérieux M. Moatti, par exemple), et les carriéristes Verts.

Toutes ces personnalités sont demeurées remarquablement solidaires des tendances idéologiques qu'elles représentent : Michel Rocard n'a cessé d'être travaillé par son ambivalence (technocratie classique

et protestantisme libéral), Lionel Jospin est l'héritier du pacifisme a-national, les démo-chrétiens pratiquent avec ardeur le moralisme sacrificiel (ou plus exactement font pénitence sur le dos d'autrui) et tous sont plus ou moins issus de la révolution culturelle de Mai 1968, récupérée par les nouveaux socialistes qui s'étaient donnés pour programme de « changer la vie ».

Proches des analyses de Jean-Pierre Le Goff (3), Denis Collin et Jacques Cotta montrent fort bien comment les libéraux, ennemis par définition de l'autorité, les « démo-chrétiens », hostiles à l'État républicain et à la nation, et la technocratie plus ou moins affairiste forment une oligarchie étrangère à la tradition socialiste française (républicaine, patriote) et suffisamment puissante pour l'évincer du pouvoir. Comme la défaite de la gauche historique a coïncidé avec la déconfiture communiste, plus rien n'empêchait que les jospinodéloristes et les libéraux patentés s'attirent et se soudent comme deux aimants. Des pages excellentes sur l'euro-péisme et sur la fin de l'école viennent conforter une hypothèse qui ne conduit pas à la résignation. Dévoilé, l'illusionnisme « pluriel » perd sa séduction et le jospinisme est en voie de décomposition. Le pays est saccagé, la souffrance sociale est considérable, mais la gauche se cherche dans les mouvements de contestation et de révolte. Il y a un avenir pour la République sociale et pour la nation.

Jacques BLANGY

(1) Denis Collin et Jacques Cotta - « L'illusion plurielle. Pourquoi la gauche n'est plus la gauche ? » - J.-C. Lattès, 2001, prix franco : 105 F.

(2) Ceux que j'appelle fautes de mieux les « démo-chrétiens » ne sauraient être confondus avec les héritiers du catholicisme social, ni avec les catholiques de gauche qui se retrouvent notamment à *Témoignage chrétien*.

(3) Jean-Pierre Le Goff - « Mai 1968, l'héritage impossible » - La Découverte, 1998 (prix franco : 160 F). Voir l'entretien paru dans *Royaliste* n° 711.

Le libéralo-nihilisme

Il y a longtemps que nous le soupçonnions et même que nous le savions : les libéraux s'étaient rendus au libéralisme. Et le libéralisme, qui n'attendait d'ailleurs que cela, s'était imprégné du nihilisme profond des gens qui prétendaient qu'il était interdit d'interdire, pour être plus libre encore de poursuivre son entreprise d'assujettissement du monde, sans état d'âme. Mais François Ewald vient de nous offrir dans une chronique des *Échos*, une attestation impudique, qui doit requérir toute notre attention. C'est de révolution anthropologique qu'il est question, et l'auteur de ce qu'il convient d'appeler un article-manifeste nous annonce ce que Nietzsche aurait appelé une joyeuse nouvelle. Dieu est mort, l'homme aussi d'ailleurs - l'homme classique, et tout est permis. Et de cette bonne nouvelle, Catherine Millet est la prophétesse.

Madame Millet - nul ne peut l'ignorer - vient de publier un roman où elle raconte sa vie sexuelle que certains apprécieront comme libérée, d'autres comme débridée, alors qu'elle n'est probablement qu'assez bêtement ennuyeuse. Mais pour émoustiller le Tout Paris, rien ne vaut que le récit répétitif où un Michel Houellebecq excelle, à ceci près que lui est réellement lucide sur l'humanité déjetée qu'il décrit et croit désormais incapable d'émerger de la soupe où elle peine à relever la tête. Madame Millet, prétend connaître le parfait bonheur, et François Ewald, extasié, prétend qu'elle présente « à travers une écriture limpide, le visage d'une sexualité aussi heureuse que déliée de toute culpabilité ». De là à proclamer que la psychanalyse est en train de disparaître de notre horizon, et le maître Lacan poussé hors de sa chaire, le pas est vite franchi. Plus d'interdit, plus d'inceste, plus de castration. Le titre de l'article est explicite, puisqu'il annonce « la fin du symbolique », et dans la foulée s'évapore « le grand mythe de la Loi fondatrice », avec « cette dimension que la psychanalyse, en particulier lacanienne, il y a quelques vingt ans encore, nous enseignait être au centre de l'humanité de l'homme ».

Eh oui ! Dans la foulée, tout nous est dit de l'éclatement de la famille, de la véritable signification du PACS qui dissout les engagements humains dans « un pur échange de volontés délibérément éphémères ». Mieux encore : Ewald glorifie le désormais célèbre arrêt Perruche qui permet de protester contre sa propre naissance, en obtenant des dommages et intérêts pour non conformité à la perfection biologique. Foin des lois de la filiation. Quelle signification pourrait-on leur donner puisqu'il n'y a plus de symbolique. Tout cela ne se rapporterait pas à un éphémère Mai 68 qui peinait à se libérer des interdits mais à un mouvement beaucoup plus profond, celui que Marcel Gauchet a décrit dans *Le désenchantement du monde* en énonçant la sortie définitive de la religion. Cette référence est d'ailleurs hautement problématique ; j'ai du mal à me persuader que

Marcel Gauchet est disposé à adhérer à la fin du symbolique, et à approuver - au nom de la nécessaire accession des individus à leur autonomie - cette régression à l'anomie radicale.

Mais cette position est-elle tenable jusqu'au bout ? François Ewald semble éprouver quelque doute, puisque le spectre des grands massacres du XX^e siècle, avec les drames du Ruanda et des Balkans vient brusquement jeter une ombre sur son monde innocent : « Précisément, le crime contre l'humanité a peut-être pris la place du meurtre primitif de la mythologie freudienne des origines. » Voilà qui est à la fois intéressant et inconséquent. Si les hommes peuvent continuer à s'entre-tuer, c'est peut-être qu'une loi est nécessaire avec ses interdits. Mais la concession est assez formelle. Le libéral-libertaire craint plus que tout le retour de la loi qui viendrait jeter son ombre sur l'activité humaine, en rétablissant l'obsession de la faute. Il lui est insupportable que le soupçon d'eugénisme intervienne pour brider la recherche et l'expérimentation en biologie humaine. A ses amis libéraux, partisans inconditionnels du marché mondialisé, il rappelle que les tenants du symbolique ne se feront pas faute de les tenir pour coupables en les accusant de transgression.

par Gérard Leclerc



Mais le rétablissement est difficile : « Si le crime contre l'humanité doit rester notre pierre angulaire, si ceux qui s'en rendent coupables doivent être indéfiniment pourchassés, cela signifie-t-il pour autant que la liberté des hommes ne peut se gouverner que par le sentiment de la faute ? » Evidemment non, mais cette présentation du débat relève tout bonnement de la sophistique. Le crime contre l'humanité dont la notion s'est imposée après les horreurs de la Seconde Guerre mondiale vise un certain type limité de crimes massifs dont l'humanité exigeait une législation proportionnée. Mais l'usage de cette notion peut devenir pervers, si elle écrase tout le reste de la réalité humaine sous le sceau de l'insignifiance. Car il est d'autres moyens que le massacre industrialisé ou massif pour porter atteinte à l'intégrité humaine. L'eugénisme en constitue un de taille, et il est patent qu'il s'est inscrit dans le nazisme en toute cohérence idéologique. Et s'il est arrivé que dans certaines démocraties, une identique tentation s'est faite jour, il n'y a aucune raison de moduler la condamnation morale de l'utilisation de l'élément humain comme pur matériau.

Il en va de même dans le domaine des structures de parenté et de filiation. Pierre Legendre a écrit sur ce sujet des choses qu'il faudrait graver dans la pierre, comme sur ces tables de la loi que M. Ewald voudrait détruire définitivement. Invoquer comme il le fait le principe de l'insoumission n'est pas sérieux. L'homme libre fait des interdits les conditions de sa liberté, alors que, Dostoïevski l'a montré, la pseudo-émancipation produit un esclavage supérieur. Il faut à M. Ewald une bien pauvre conception de la liberté, de style adolescent, pour croire que la liberté n'est pas capable de convertir l'interdit en libre détermination. Mais son libéralo-nihilisme, s'il donne à rire par sa faiblesse spéculative, pourrait dans ses développements ultérieurs donner d'amples occasions de pleurer. La liberté des libéraux est toujours unilatérale et souvent vide de sens : la liberté du marché n'est pas celle des hommes. Et puis à l'horizon de cette prétendue libération, il n'y a qu'un très plat matérialisme qui tourne le dos à tout ce que la culture nous a apporté en héritage depuis l'aube de l'humanité. Ce que M. Ewald nous propose, et ce que nous refusons fermement, c'est le saut dans l'absurde et dans l'inhumanité.

François Ewald - « La fin du symbolique », *Les Échos*, 20 mai 2001.

Légendes royales

L'album de famille des dynasties princières d'Europe de la fin du siècle dernier à nos jours

Album 25x30 - couverture cartonnée - très riche iconographie

Prix franco : 162 F

Himalaya

Himalaya, univers fabuleux, riche de son passé, de son art, de ses traditions, de sa culture pluriséculaire, de ses paysages de rêve que nous donne à découvrir le remarquable album que signe Jon Burbank.

Ce qui surprend, c'est de constater à quel point, en dépit des vicissitudes de l'histoire, les peuples qui se partagent le Tibet, le Népal et le Bhoutan sont parvenus à conserver intacte leur âme.

Refuges, sanctuaires, lieux de dévotion publics, les temples bouddhistes témoignent d'une intense vie spirituelle. Conçu pour faire oublier la rigueur et l'austérité du climat, le monastère se révèle être un lieu particulièrement « propice à l'étude et à la méditation ».

L'hindouisme, quant à lui, « enseigne que les dieux sont parmi les hommes, qu'ils vivent en chacun d'eux ». Appelés *sadhus* - mendiants, simples charlatans ou véritables saints - consacrent leur existence à la prière et au prêche.

Troisième grande religion que compte l'Himalaya, l'islam a ici droit de cité. On en retrouve la trace dans l'architecture de Katmandou.

Un texte passionnant, bien structuré, précis et richement documenté, 300 photographies plus superbes les unes que les autres nous invitent à la rencontre d'une région d'exception bercée par le rythme des saisons.

Partout le divin est présent et « c'est peut-être dans cette foi profonde que les peuples de l'Himalaya trouvent la force de lutter pour leur survie ».

Michel TACK

Jon Burbank - « Le Toit du Monde, Népal-Tibet-Bhoutan », Solar, Paris, 2000, 144 pages, prix franco : 160 F.

Le roi dort

Pour ceux qui se souviennent du furieux éreintage dont nous avons honoré en son temps le triste « Sire » de Jean Raspail (1), voici avec le roman de Philippe Le Guillou, un intéressant exercice de comparaison.

Partant du même thème, le retour du roi dans l'avenir proche, Philippe Le Guillou vient de publier un roman étonnant (2), autant par la justesse de ses vues sur la royauté que par l'image projetée de la France et du monde contemporain.

Image projetée en 2040 mais, à vrai dire, si peu extrapolée de l'actualité que 2005 ou 6 aurait suffi. Nul besoin de forcer le trait pour qu'on reconnaisse le ronron égotiste d'une classe politique impuissante à gouverner cette « sorte de département chaotique dans une Europe à la dérive », les grands intérêts du mondialisme achevant de piller les pauvres de la planète, l'absence de perspectives - « pas un signe, pas un sens n'est venu d'occident » hors l'impotisme de fanatiques sectaires, disciples du « Grand Monarque », prêts à prendre un pouvoir sur lequel ils exercent leurs pressions terroristes, les églises pillées sous la houlette désemparée d'un vieux pontife africain presque animiste, bref, le triomphe annoncé d'un nihilisme hagar dans « une odeur de mort universelle ».

Voilà la toile sombre sur laquelle Le Guillou va brocher la silhouette gracile de son prince. Ce leitmotiv funèbre, à l'inverse de celui de Raspail dont la complaisance morbide nous indignait, est empreint d'une profonde compassion pour l'humanité à qui l'auteur a décidé d'offrir, en apothéose éphémère, l'inconcevable

cadeau d'un jeune roi de France !

Qu'importe ses origines (admettons une branche de « la troisième maison des Bourbons qui avait abandonné toute prétendance »), elles désignent assez ce jeune officier de la Marine nationale pour que le Président de la République Louverne, belle figure d'un Auriol mâtiné de Mitterrand, décide en désespoir de cause, parce qu'une élection présidentielle est impossible dans l'anarchie régnante, de lui abandonner la magistrature suprême. Le jeune Jean (de) Bourbon-Damville accepte. Conseillé par son ancien maître de philo, devenu père abbé de Saint-Wandrille, et profitant d'une sorte d'acquiescement quasi général, il choisit d'aller vers sa fonction par la voie mystérieuse des plus vieux symboles : la voie de pèlerinage remonte de Conques par les Vierges noires du Cantal, Saint-Léonard de Noblat, Tournus, Vézelay et Sens jusqu'à Reims où il recevra, non pas le sacre ou le couronnement, mais le sacramental essentiel que l'auteur nomme à bon droit « ordination royale ». Et de là, non sans avoir touché les malades, il entre à Paris où le palais de la République n'attend que lui. Roi mystique donc, et, pour une fois dans la littérature contemporaine, d'un mysticisme étranger aux bazars et caveaux ésotériques.

Des assonances qu'évoque ici Le Guillou - d'une manière parfois un peu longue

mais fervente - tout fait sens à partir de certitudes enfantines qui ont nourri l'âme de la France depuis ses débuts et culminent chez la petite sœur Thérèse de Lisieux - la confiance, l'oblation, le don sans retour, la foi que « l'oraison soulève le monde » à l'heure où l'action est clouée au sol, agonisante. C'est ce que le jeune Jean III démontre ici pratiquement, en France comme au dehors, dans les grandes conférences internationales où il fait résonner soudain une autre voix en laquelle se reconnaissent les simples et souffrants de la planète. Le bouquet d'inspirations qu'il rassemble, en puisant aux sources de toute notre tradition, est fait de choses apparemment contraires - de Bonaparte à Yourcenar, de Charles de Gaulle aux saints et aux communards, de Tolède à Rome et Compostelle jusqu'aux banlieues perdues et aux grandes écoles où le « Grand Monarque » recrute les terroristes qui l'immoleront - mais l'axe que Philippe Le Guillou assigne à la destinée de son prince éphémère est profondément juste, réaliste, émouvant et fertile en espoir malgré la fin tragique. Que chacun y opère sa cueillette et la partage...

Comme doit être indéracinable au fond des coeurs l'espérance royale ! Et comme elle doit être essentielle à notre destin, si elle est capable de susciter aujourd'hui, malgré les conformismes et les mystifications, de si profonds élans du désir dans l'imaginaire ! Et refléter une attitude vraiment humaine face à l'histoire.

Luc de GOUSTINE

(1) Voir *Royaliste* n° 586 du 28/12/1992.
(2) Philippe Le Guillou - « Le Roi dort » - Gallimard, 2001 - prix franco : 135 F.

La NAR a trente ans... et toujours aussi peu d'argent !

Il y a quinze jours j'étais très inquiet, aujourd'hui je suis plus serein. C'est en effet nombreux que vous avez répondu à mes alarmes et notre souscription a fait un bond en avant significatif. L'objectif que nous nous étions assigné est maintenant à portée de main (il reste moins de 14 000 F à trouver) et si les retardataires font un petit effort nous devrions réussir. Rappelons l'enjeu, car il est de taille : atteindre l'objectif fixé, c'est notre équilibre financier assuré pour l'année et c'est la certitude que nous ne serons pas contraints à des économies calamiteuses en ce qui concerne *Royaliste* et le rayonnement de nos idées. Merci de me rassurer tout à fait !

Yvan AUMONT

5^e liste de souscripteurs

Jean Arnaud 100 F - Christophe Bertorelle 250 F - Laurent Boissavy 100 F - Sabine Breuillard 250 F - Hubert Colombier-Jeanson 500 F - Marcel Conche 500 F - Denis Cribier 300 F - Jean-Pierre Dauvillier 50 F - Régis Debray 500 F - Philippe Dechartre 1000 F - Hélène Dejenne-Plouhinec 200 F - Michel Delacroix 100 F - Marc Desaubiaux 300 F - Jean-Louis Dhorne 100 F - Jean d'Esclapart 100 F - Yves Floucat 200 F - Michel Godefroid 200 F - Alain Goeau 100 F - Luc de Goustine 500 F - Véronique Hallereau 100 F - Fabrice Hugot 700 F - Anonyme Paris 100 F - Guillaume Kopp 150 F - Jacques Lambalais 100 F - François Verrazzane 500 F - Jean-François Maurel 750 F - André Mercier 500 F - Philippe Parisy 50 F - Michel et Monique Pinçon 250 F - Jacques de Poulquet 200 F - Yolande de Prunel 1000 F - Le Juge Michel 200 F - Louis Reginensi 250 F - Renaud Rumin 200 F - Maurice Sarazin 100 F - Jacques Solé 100 F - Grégory Thomas 50 F - Pierre du Vair 500 F - Jean-Marc Varaut 250 F - Paul Vauris 300 F - Marcel Veyrenc 250 F - Laurent Veyrenc 200 F.

Total de cette liste : 12 150 F

Total précédent : 34 315 F

Total général : 46 465 F

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR se réunira à Paris, le dimanche 24 juin. Rappelons que le Conseil national est un organisme, élu par les adhérents pour une durée de deux

ans qui a comme rôle principal celui de conseil politique auprès de Comité directeur il intervient directement sur les décisions à prendre quant à la ligne politique du mouvement.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Réglements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 13 juin : Naufrages de pétroliers, contaminations de produits alimentaires, épizooties : la succession de catastrophes, la répétition d'accidents industriels lourds de conséquence, la complexité du système moderne de production et de distribution ont conduit à mettre en oeuvre un « principe de précaution ».

Souvent invoqué l'hiver dernier, il reste aux yeux de beaucoup obscur dans sa définition et discutable dans ses applications immédiates. Nous avons demandé aux auteurs d'un livre récent « La Politique de précaution » - il s'agit de Corinne LEPAGE, qui fut ministre de l'environnement de 1995 à 1997, et de François GUÉRY, philosophe qui nous a déjà présenté ses travaux sur la question de la « nature » et sur la « société industrielle » - de nous expliquer cette question à proprement parler vitale.

Tarif franco : 1 ex. : 6 F - 5 ex. : 23 F.

Rappelons que l'adhésion au mouvement est indépendante de l'abonnement à *Royaliste* et que nous incitons vivement tous nos amis à adhérer à la N.A.R.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

De Montebourg en Jospin

La campagne contre la fonction présidentielle bat son plein. Elle est intelligemment menée par des hommes déterminés, efficaces et sans scrupules.

Nous ne doutons pas qu'elle continuera après l'élection présidentielle, produisant alors de nouveaux ravages qui s'ajouteront aux désastreuses conséquences du quinquennat.

Les gaullistes et les royalistes ne sont pas désarmés face à ce danger. Ils peuvent, dans des batailles électorales qui se joueront à peu de voix, contribuer à la défaite des ennemis de la V^e République. Ils doivent, sans attendre, ruiner leurs arguments et dénoncer leurs procédés qui s'inscrivent dans une stratégie en deux temps : discréditer le chef de l'État, miner sa fonction.

Pour s'en convaincre, il faut évoquer les opérations de déstabilisation du président de la République menées conjointement par le député socialiste Montebourg et par la direction du *Monde*. Fondée sur des accusations de malhonnêteté, une première manœuvre avait pour but de faire entendre Jacques Chirac par un juge d'instruction. Contraire au principe de séparation des pouvoirs, l'affaire a piteusement échoué sans décourager les manœuvriers. Battus sur le terrain pénal, ils ont attaqué sur le terrain parlementaire en réclamant la mise en accusation du chef de l'État devant la Haute Cour.

Cette seconde manœuvre est également vouée à l'échec, car Lionel Jospin déclare la désavouer. Elle n'en continue pas moins sous forme de diffamations et à partir d'une affirmation mensongère : on dit qu'il

faut en finir avec l'« immunité » du président de la République alors que le Conseil Constitutionnel a expliqué que, selon la Constitution, le président ne jouit d'aucune immunité mais seulement d'un privilège de procédure (quant à sa mise en accusation) et de juridiction. Jacques Chirac ne peut être jugé devant un tribunal pénal, mais seulement par la Haute Cour - « *qu'il s'agisse, précise le Conseil, des actes commis dans l'exercice des fonctions et qualifiables de haute trahison ; [ou] des actes détachables des fonctions commis pendant son man-*



dat ou, s'ils ne sont pas prescrits, antérieurement à celui-ci ». Le chef de l'État n'est donc pas exonéré de sa responsabilité pénale, comme une propagande insidieuse voudrait nous le faire croire.

Il importe peu aux maîtres-moralistes que leur campagne repose sur l'intimidation médiatique et sur le mensonge puisqu'elle est efficace. Preuve en est la proposition de loi constitutionnelle déposée par Jean-Marc Ayrault et par François Hollande, qui tend à réformer le statut juridique du chef de l'État après 2002, afin qu'il puisse être jugé devant un tribunal pénal. Quant à la responsabi-

lité du président, la proposition est sans intérêt puisque celui-ci peut être déjà mis dans l'obligation de répondre de tous ses actes. Quant aux principes, l'adoption de cette réforme permettrait l'intervention du juge pénal dans le champ politique et serait par conséquent contraire à la séparation des pouvoirs.

Dès lors, pourquoi cette initiative ?

On nous explique que Lionel Jospin cherche à arrêter l'opération Montebourg. Ce motif est dérisoire. Le Premier ministre est le chef de la majorité parlementaire : s'il ne peut ramener à la raison un simple député, c'est qu'il manque cruellement d'autorité. Surtout, il paraît absurde de chercher à neutraliser une opération vouée à l'échec par une réforme constitutionnelle qui marquerait le triomphe de MM. Montebourg, Colombani et Plenel. Mais nous avons compris que Lionel Jospin a choisi une fois de plus l'hypocrisie, qui consiste à se couvrir à droite (en s'opposant officiellement à la pétition signée par trente députés socialistes) et à surenchérir par une promesse de réforme qui a les faveurs de la gauche et des centristes.

N'oublions pas, en effet, que toutes les attaques menées contre la Constitution s'inscrivent dans un projet idéologique précis et explicite. On veut détruire l'œuvre du général de Gaulle au nom de la « gouvernance », prétexte à la résignation, et selon la fiction séduisante et redoutable d'un « président-citoyen » : homme simplement humain, le chef de l'État est, à la différence du simple citoyen, l'arbitre et le recours suprême de la nation et, comme chef des Armées, maître du feu nucléaire, celui qui est chargé de protéger, aux heures tragiques, l'ensemble de ceux qui vivent sur son territoire. Il est criminel de détruire sa fonction éminemment politique.

Bertrand RENOUVIN